

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, le 3 juin 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale "relatif à l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme", a donné le 22 juin 1992 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 3 juni 1992 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en stedenbouwkundige attesten", heeft op 22 juni 1992 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

L'arrêté en projet entend exécuter des dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, à savoir les articles 109, 110 et 116 à 120.

Toutefois, la section de législation attire l'attention de l'Exécutif sur les modifications qu'apporte à plusieurs de ces dispositions, spécialement à l'article 119 de ladite ordonnance, l'avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

Le texte devra, le cas échéant, être revu en tenant compte de ces observations.

Préambule.

Alinéas 1er et 2.

Il n'est pas d'usage de viser, au préambule des arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et celle du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Les deux premiers alinéas doivent, dès lors, être omis.

.../...

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 1er).

Il n'est pas d'usage de viser, au préambule, le ou les arrêtés par lesquels une loi, un décret ou une ordonnance sont mis en vigueur.

La formule, utilisée dans l'alinéa, "... mise en vigueur par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du ..." doit, dès lors, être omise.

Alinéa 4.

Il n'est pas davantage d'usage de viser, au préambule d'un arrêté d'un Exécutif, les dispositions qui fixent la répartition des compétences entre les membres de cet Exécutif.

L'alinéa doit donc être omis.

Proposant.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a souvent fait observer - notamment dans son avis donné le 3 décembre 1990 sur l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, alors en projet - que les secrétaires d'Etat de la Région de Bruxelles-capitale ne font pas partie de l'Exécutif de cette région et qu'ils ne sont pas, dès lors, habilités à proposer, exécuter et signer les arrêtés émanant de l'Exécutif.

.../...

Les mots "et du secrétaire d'Etat adjoint au ministre président" doivent être omis dans le proposant.

Ils doivent également l'être dans l'exécutoire, ainsi que dans les signatures.

Dispositif.

1. Les articles 109, 110 et 116 à 120 de l'ordonnance, visés au préambule du projet, s'appliquent tant à la demande de permis de lotir qu'à la demande de permis d'urbanisme. En ce qui concerne l'instruction de la demande de certificat d'urbanisme, l'article 158 de l'ordonnance fait référence aux articles 109 à 114, 116 à 119 et 123. Enfin, l'instruction des demandes introduites par une personne de droit public ou relatives à des travaux d'utilité publique, est réglée par les articles 139 et suivants de l'ordonnance.

Il ressort des explications du délégué du ministre que l'arrêté en projet est destiné à s'appliquer exclusivement aux demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme introduites par des particuliers pour des travaux qui ne sont pas d'utilité publique, les autres demandes étant à régler par des arrêtés ultérieurs.

Il conviendrait que le texte même du projet soit complété aux fins d'indiquer avec précision les demandes dont l'instruction sera soumise aux règles qu'il énonce.

2. L'article 6, § 2, et l'article 9, § 4, du projet, intègrent dans les étapes de la procédure, assorties, chacune, de délais successifs, l'hypothèse où "la demande requiert la consultation d'administrations ou instances". La formulation de cette hypothèse semble empruntée à l'article 119, alinéa 4, de l'ordonnance qui prévoit, dans ce cas, une augmentation du délai qui est limitée à trente jours.

Telles qu'elles sont rédigées, ces dispositions paraissent se référer à des hypothèses où la consultation est imposée, au titre de formalité obligatoire, en vertu d'un texte exprès, à l'exclusion des cas où le collège des bourgmestre et échevins estimerait une telle consultation simplement opportune. Tel est, en effet, le sens du verbe "requérir" ("vereisen") dans les autres alinéas de l'article 119 de l'ordonnance.

Au dire du délégué du membre de l'Exécutif, le projet ne vise que les consultations qui ne sont pas imposées par un texte spécifique, les autres étant exclusivement régies par les normes qui leur sont applicables.

Outre que cette interprétation paraît difficilement compatible avec le texte de l'ordonnance et avec celui du projet, elle est de nature à soulever plusieurs difficultés :

- si la consultation n'est pas "requisite", au sens d'obligatoire, le risque est que le collège ne pourra pas se prévaloir de l'augmentation des délais prévue par l'article 119, alinéa 4;

- en revanche, si la consultation est "requisite", le collège des bourgmestre et échevins pourra difficilement, en l'absence de texte exprès l'y habilitant, poursuivre la procédure si l'administration ou l'instance dont l'avis est demandé, ne répond pas dans les délais, au risque de paralyser la procédure et de déclencher l'application de l'article 128;
- si la consultation est simplement requise en ce sens que, de facto, une nécessité pratique ou logique exige qu'elle ait lieu pour instruire en connaissance de cause la demande, le collège ne pourra pas, sans adopter une attitude contradictoire, y renoncer après l'avoir demandée, sous le prétexte que l'administration ou l'instance consultée tardent à répondre, alors qu'aucune disposition n'impose à celles-ci un délai de rigueur au-delà duquel l'autorité pourrait passer outre.

3. Pour le surplus, le Conseil d'Etat peut difficilement procéder à un examen complet du projet d'arrêté sans être saisi, en même temps, des arrêtés connexes auxquels celui-ci se réfère, explicitement ou implicitement, tels ceux qui ont trait à la composition du dossier, aux enquêtes publiques, aux mesures particulières de publicité, etc.

Article 1er.

Si, en vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les ordonnances de la Région de Bruxelles-capitale doivent mentionner qu'elles règlent des matières

.../...

visées à l'article 107quater de la Constitution, aucune disposition de la loi spéciale précitée n'impose pareille obligation pour les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale.

En conséquence, l'article 1er est inutile et doit être omis.

Article 2 (devenant l'article 1er).

Au 4º, il y a lieu d'écrire :

"4º ... le rapport visé à l'article 116, § 1er, alinéa 1er, de la même ordonnance;".

Article 3 (devenant l'article 2).

Au début de la disposition, on écrira : "... conforme au modèle de l'annexe...".

Article 4 (devenant l'article 3).

L'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. La procédure prévue à l'article 9 est applicable aux demandes relatives à des actes et travaux qui, en raison de leur minime importance, ne requièrent pas l'avis du fonctionnaire délégué".

Article 5 (devenant l'article 4).

1. Le 1^o serait mieux rédigé comme suit :

"1^o une copie de l'accusé de réception du dossier délivré au demandeur;".

L'observation vaut pour l'article 6, § 1er, 1^o, devenant l'article 5, § 1er, 1^o.

2. Le 4^o serait mieux rédigé comme suit :

"4^o le cas échéant :

a) une copie des annexes ... du dossier de demande de certificat d'urbanisme;

b) la note explicative ... de la demande".

Article 6 (devenant l'article 5).

1. Au début du paragraphe 1er, mieux vaut écrire :

"Art. 5. § 1er. Lorsque, pour le territoire sur lequel se situe le bien, il n'existe ni ...".

2. L'alinéa 2 du paragraphe 1er doit constituer un 5º.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, il faut écrire : "... visé au paragraphe 1er est augmenté de trente jours".

4. Le paragraphe 3, alinéa 2, prévoit l'hypothèse où "la demande requiert la consultation d'administrations ou instances".

Dans de telles hypothèses, il apparaît que les délais prévus seront nécessairement dépassés si les administrations ou instances consultées ne font pas preuve d'une diligence particulière.

La section de législation attire l'attention des auteurs du projet sur cette difficulté.

Article 7 (devenant l'article 6).

Le paragraphe 4, alinéa 2, doit constituer un 9º.

Article 8.

L'article 8 n'a d'autre objet que de rappeler, en les paraphrasant, des dispositions figurant aux articles 119, alinéa 1er, 120, alinéa 1er, et 158 de l'ordonnance du 29 août 1991.

.../...

L'article 8 est donc inutile et doit être omis.

Article 9 (devenant l'article 7).

Le style particulièrement lourd des paragraphes 1er 2 pourrait être amélioré en évitant de reproduire des dispositions figurant déjà dans l'ordonnance du 29 août 1991.

Il est dès lors proposé d'apporter les modifications suivantes :

- a) au paragraphe 1er, à partir des mots "le collège des bourgmestre et échevins", remplacer le reste de la phrase comme suit : "le collège des bourgmestre et échevins joint le dossier complet de la demande à l'expédition de la décision octroyant ou refusant le permis ou le certificat d'urbanisme qu'il notifie au fonctionnaire délégué";
- b) au paragraphe 2, à partir des mots "le collège des bourgmestre et échevins", remplacer le reste de la phrase comme suit : "le collège des bourgmestre et échevins joint les documents suivants à l'expédition de la décision octroyant ou refusant le permis ou le certificat d'urbanisme qu'il notifie au fonctionnaire délégué : (la suite comme au projet)".

.../...

Article 10 (devenant l'article 8).

Lorsque l'on entend procéder à l'abrogation d'un texte, il convient de rappeler les modifications qui lui ont été apportées dans le passé. A l'article 10, les mots "modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1971" doivent être insérés après l'intitulé de l'arrêté royal du 6 février 1971.

Article 11 (devenant l'article 9).

Il faut écrire :

"Art. 9. Le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions est chargé ...".

*

* *

Le texte néerlandais du projet, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Annexe.

A la fin de l'annexe, il convient d'ajouter les mots "Vu pour être annexé à l'arrêté du ...", ainsi que la signature de l'auteur du projet.

Algemene opmerking.

Het ontworpen besluit strekt ertoe bepalingen uit te voeren van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, te weten de artikelen 109, 110 en 116 tot 120.

De afdeling wetgeving vestigt evenwel de aandacht van de Executieve op de wijzigingen die het voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991 aanbrengt in verscheidene van die bepalingen, in het bijzonder in artikel 119 van de genoemde ordonnantie.

De tekst zal in voorkomend geval moeten worden herzien rekening houdend met die opmerkingen.

Aanhef.

Eerste en tweede lid.

Het is niet gebruikelijk om in de aanhef van de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, te verwijzen naar de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en naar die van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

De eerste twee leden moeten bijgevolg vervallen.

.../...

Derde lid (dat het eerste lid wordt).

Het is niet gebruikelijk om in de aanhef te verwijzen naar het besluit of de besluiten waarbij een wet, een decreet of een ordonnantie in werking worden gesteld.

De in het lid gebruikte formule "die in werking is getreden op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van ..." moet bijgevolg vervallen.

Vierde lid.

Het is evenmin gebruikelijk om in de aanhef van een besluit van een Executieve te verwijzen naar de bepalingen waarmee de verdeling van de bevoegdheden over de leden van die Executieve wordt vastgesteld.

Het lid moet dus vervallen.

Voordrachtformulier.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft er meermaals op gewezen - inzonderheid in zijn op 3 december 1990 uitgebrachte advies over de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, toen in ontwerpfasen - dat de Staatssecretarissen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geen deel uitmaken van de Executieve van dat Gewest en bijgevolg niet gemachtigd zijn

.../...

om de besluiten die uitgaan van de Executieve voor te dragen, uit te voeren of te ondertekenen.

De woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" moeten in het voordrachtformulier vervallen.

Zij moeten tevens in de uitvoeringsbepaling en in het ondertekeningsformulier vervallen.

Bepalend gedeelte.

1. De artikelen 109, 110 en 116 tot 120 van de ordonnantie, waarnaar wordt verwezen in de aanhef van het ontwerp, zijn zowel van toepassing op de verkavelingsaanvraag als op de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning. Wat het onderzoek betreft van de aanvraag om stedenbouwkundig attest, verwijst artikel 158 van de ordonnantie naar de artikelen 109 tot 114, 116 tot 119 en 123. Het onderzoek ten slotte van de aanvragen die zijn ingediend door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werkzaamheden van openbaar nut, wordt geregeld door de artikelen 139 en volgende van de ordonnantie.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het ontworpen besluit uitsluitend bestemd is om te worden toegepast op de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en om stedenbouwkundig attest die zijn ingediend door particulieren voor werkzaamheden die niet van openbaar

.../...

nut zijn; de andere aanvragen moeten geregeld worden in latere besluiten.

De tekst zelf van het ontwerp zou moeten worden aangevuld om nauwkeurig aan te geven van welke aanvragen het onderzoek zal vallen onder de in het ontwerp gestelde regels.

2. In artikel 6, § 2, en in artikel 9, § 4, van het ontwerp, wordt in de verschillende fasen van de procedure waaraan telkens opeenvolgende termijnen worden verbonden, het geval opgenomen waarin "de aanvraag de raadpleging van besturen of instellingen vereist". De formulering van dat geval lijkt te zijn ontleend aan artikel 119, vierde lid, van de ordonnantie dat in zulk geval voorziet in een verlenging van de termijn die beperkt is tot dertig dagen.

Zoals zij zijn gesteld lijken die bepalingen te verwijzen naar gevallen waarin de raadpleging krachtens een uitdrukkelijke tekst verplicht wordt gesteld, bij wijze van verplichte formaliteit, met uitsluiting van de gevallen waarin het college van burgemeester en schepenen een zodanige raadpleging louter opportuun zou achten. Dat is immers de betekenis van het werkwoord "vereisen" in de overige leden van artikel 119 van de ordonnantie.

Naar de gemachtigde van het lid van de Executieve beweert, doelt het ontwerp alleen op de raadplegingen die niet door een specifieke tekst worden voorgeschreven; de

.../...

overige worden uitsluitend geregeld door de normen die op die raadplegingen van toepassing zijn.

Benevens het feit dat die interpretatie moeilijk bestaanbaar lijkt met de tekst van de ordonnantie en met die van het ontwerp, kan zij verscheidene moeilijkheden doen rijzen :

- indien de raadpleging niet "vereist" is, in de zin van verplicht, bestaat het risico dat het college zich niet kan beroepen op de verlenging van de termijnen waarin wordt voorzien door artikel 119, vierde lid;
- indien daarentegen de raadpleging "vereist" is, zal het college van burgemeester en schepenen, bij gebrek aan een tekst die het college daartoe uitdrukkelijk machtigt, de procedure moeilijk kunnen voortzetten indien het bestuur of de instelling waarvan het advies wordt gevraagd niet antwoordt binnen de gestelde termijn, op gevaar af de procedure stil te leggen en de toepassing van artikel 128 op gang te brengen;
- indien de raadpleging gewoon vereist is in die zin dat zij de facto door een praktische of logische noodzaak vereist is om de aanvraag met kennis van zaken te onderzoeken, zal het college er niet kunnen van afzien zonder een tegenstrijdige houding aan te nemen, onder het voorwendsel dat het antwoord van het geraadpleegde bestuur of de geraadpleegde instelling op zich laat wachten, aangezien geen enkele bepaling dat bestuur of

.../...

die instelling een dwingende termijn voorschrijft buiten welke de overheid eraan zou kunnen voorbijgaan.

3. Voor het overige is het voor de Raad van State moeilijk het ontwerp-besluit aan een volledig onderzoek te onderwerpen als bij hem niet terzelfder tijd de gelijklopende besluiten worden ingediend waarnaar dit ontwerp-besluit verwijst, zoals die welke betrekking hebben op de samenstelling van het dossier, op de openbare onderzoeken, op de bijzondere bekendmakingsmaatregelen, enz.

Artikel 1.

Hoewel krachtens artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen in de ordonnanties van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vermeld dient te worden dat zij aangelegenheden regelen bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, legt geen enkele bepaling van de voormelde bijzondere wet zulk een verplichting op ten aanzien van de besluiten van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 1 dient bijgevolg als overbodig te vervallen.

.../...

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

In 4° schrijve men :

"4° ... het verslag bedoeld in artikel 116, § 1, eerste lid, van dezelfde ordonnantie;".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Aan het begin van de bepaling schrijve men :
"... conform het model van de bijlage ...".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Het zou beter zijn artikel 4 als volgt te stellen :

"Art. 3. De in artikel 9 bedoelde procedure is van toepassing op de aanvragen betreffende handelingen en werkzaamheden waarvoor, wegens het geringe belang ervan, het advies van de gemachtigde ambtenaar niet is vereist".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. Het zou beter zijn de bepaling onder 1° als volgt te stellen :

"1° een afschrift van het ontvangstbewijs van het dossier dat aan de aanvrager is afgegeven;".

.../...

De opmerking geldt voor artikel 6, § 1, 1^o, dat artikel 5, § 1, 1^o, wordt.

2. Het zou beter zijn de bepaling onder 4^o als volgt te stellen :

"4^o in voorkomend geval :

- a) een afschrift van de bijlagen ... van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest;
- b) de verklarende nota ... van de aanvraag zijn".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. Het begin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 5. § 1. Wanneer voor het gebied waarin het goed gelegen is noch een bijzonder bestemmingsplan, noch een niet-vervallen verkavelingsvergunning bestaat en wanneer ... zendt ... binnen vijftientig dagen na de datum van ... attest de volgende documenten aan de gemachtigde ambtenaar;".

2. Het tweede lid van paragraaf 1 moet een 5^o vormen.

.../...

3. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men :
"... de in paragraaf 1 bedoelde termijn ...".

4. Paragraaf 3, tweede lid, voorziet in het geval dat "de aanvraag de raadpleging van besturen of instellingen vereist".

In zodanige gevallen laat het zich aanzien dat de gestelde termijnen noodzakelijkerwijs zullen worden overschreden indien de geraadpleegde besturen of instellingen geen blijk geven van bijzondere haast.

De afdeling wetgeving vestigt de aandacht van de stellers van het ontwerp op die moeilijkheid.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Paragraaf 4, tweede lid, moet een 9^o vormen.

Artikel 8.

Artikel 8 heeft geen ander doel dan, door ze te parafraseren, bepalingen in herinnering te brengen die voorkomen in de artikelen 119, eerste lid, 120, eerste lid, en 158 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Artikel 8 dient dus als overbodig te vervallen.

.../...

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

De bijzonder logge stijl van de paragrafen 1 en 2 zou verbeterd kunnen worden door te vermijden bepalingen weer te geven die reeds voorkomen in de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Bijgevolg wordt voorgesteld de volgende wijzigingen aan te brengen :

- a) in paragraaf 1, vanaf de woorden "zendt het college van burgemeester en schepenen", de zin als volgt vervangen :
"voegt het college van burgemeester en schepenen het volledige dossier van de aanvraag bij de verzending van de beslissing tot toekenning of tot weigering van de stedenbouwkundige vergunning of van het stedenbouwkundig attest, welke beslissing hij ter kennis brengt van de gemachtigde ambtenaar : ... (voorts zoals in het ontwerp)";
- b) in paragraaf 2, vanaf de woorden "zendt het college van burgemeester en schepenen", de zin als volgt vervangen :
"voegt het college van burgemeester en schepenen de volgende stukken bij de verzending van de beslissing tot toekenning of weigering van de stedenbouwkundige vergunning of van het stedenbouwkundig attest, welke beslissing hij ter kennis brengt van de gemachtigde ambtenaar : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

Wanneer men een tekst wenst op te heffen, dient te worden herinnerd aan de wijzigingen die er in het verleden zijn in aangebracht. In artikel 10 dienen na het opschrift van het koninklijk besluit van 6 februari 1971 de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1971" te worden ingevoegd.

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

Er dient te worden geschreven :

"Art. 9. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedenbouw behoort, is belast ...".

*

* *

Aan het slot van het ontwerp schrijve men "Vanwege de Brusselde Hoofdstedelijke Executieve" in plaats van "Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve".

Bijlage.

Aan het slot van de bijlage dienen de woorden "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van ...", alsmede de handtekening van de steller van het ontwerp te worden toegevoegd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. M. QUINTIN, auditeur, et J.-F. NEURAY, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. M. QUINTIN, auditeur, en J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.